

le prolétaire

M 2414-382-4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la ligne de la Gauche Communiste contre la dépravation de l'Internationale, contre la théologie de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant :
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

SUPPLÉMENT AU
PROLÉTAIRE 382

5F



• NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION!

- liberté totale de circulation pour les travailleurs!
- abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale!

• NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS!

- renouvellement automatique des cartes de séjour!
- régularisation des sans-papier!
- riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes!

• DROITS ÉGAUX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!

- suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs!
- abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!

parti communiste international (le prolétaire)

A BAS LE RACISME!
HALTE À L'OFFENSIVE
ANTI-IMMIGRÉE!
POUR UN ANTI-RACISME
DE LUTTE DE CLASSE!



PRESENTATION

Cette petite publication de propagande reprend les principaux articles parus dans notre organe "LE PROLETAIRE" depuis 1983 concernant la politique d'offensive anti-immigrée menée par le gouvernement de gauche, les partis politiques de droite et de gauche à la tête des municipalités qu'ils contrôlent ainsi que par les forces d'extrême-droite qui prennent appui sur l'oppression administrative, policière et judiciaire pour accroître la violence raciste et accentuer le climat de terreur dont sont victimes les travailleurs immigrés et leurs familles.

L'objectif de cette publication, en attendant une brochure plus complète, est de rappeler le cadre politique qui doit orienter le travail de propagande, d'agitation, d'organisation et d'intervention des communistes révolutionnaires, sur le terrain de la lutte contre le racisme et contre la violence anti-immigrée.

Il est d'autant plus indispensable de fixer un cadre d'orientation clair que le mouvement social dans l'immigration et parmi les travailleurs, depuis quelques années, reste limité à des initiatives isolées et locales ou éprouve des difficultés croissantes, quand il prend la dimension d'une mobilisation large, à se donner des perspectives efficaces et unifiantes susceptibles d'éviter le reflux. Une telle situation est due en grande partie aux pièges tendus par le réformisme et l'opportunisme (quand ils font semblant de lutter contre la violence anti-immigrée et le racisme) pour entraver un réel mouvement de mobilisation (pièges qui de plus sont entretenus par tous les courants de l'ex-extrême-gauche dont la seule perspective est de coller à la queue des opportunistes et réformistes de tout poil), par toutes les initiatives publicitaires, universitaires et mondaines comme SOS Racisme qui s'efforcent de dévoyer toute riposte dans la bouillie de positions pleurnichardes, moralisantes, ainsi que par tous les courants nationalistes qui existent dans l'immigration et qui s'opposent à une véritable union de tous les immigrés entre eux au-delà des barrières de race et de nationalités et avec les travailleurs français dans la lutte anti-capitaliste.

CES POSITIONS SONT PARFAITEMENT INEFFICACES face à la réalité de la violence anti-immigrée: ratonnades et "bavures" policières, répression juridique, expulsions massives, mises en chantier de camps d'internement pour les immigrés en instance d'expulsion, crimes et violences quotidiennes.

De telles initiatives profitent à l'évidence d'un rapport de forces qui, pour l'instant, est au détriment des masses ouvrières françaises et immigrées, divisées par la xénophobie et le racisme ou sous le choc de la terreur anti-immigrée imposée par toutes les forces du capital réunies, de l'inexpérience de larges couches de la jeunesse, ainsi que du poison de l'intox démocratouillard distillé par les mensonges réformistes et petit-bourgeois.

Plus, ces initiatives appuyées par un grand nombre de médias, qui sont cependant prêts à condamner immédiatement toute riposte active des travailleurs immigrés et français menés contre le racisme dans les usines et les quartiers, ont pour fonction de retarder tout véritable mouvement de lutte.

Or les véritables causes du racisme, systématiquement déformées par l'idéologie petite-bourgeoise, résident d'abord DANS L'EXPLOITATION CAPITALISTE, qui a besoin des travailleurs immigrés soumis à une oppression particulière supplémentaire pour accroître les profits de la société bourgeoise tout en cherchant à diviser au maximum les prolétaires français et étrangers.

Elles résident ensuite dans LA POLITIQUE SYTEMATIQUE DE REPRESSION MENEES PAR L'ETAT au moyen de LA VIOLENCE LEGALE DE LA POLICE ET DE LA JUSTICE.

(suite page 4)

SOLIDARITE PROLETARIENNE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET SANS-PAPIERS !

Pendant tout l'été s'est développée une campagne contre les travailleurs immigrés d'une rare intensité, à laquelle ont participé des hommes politiques de tout bord, chacun tenant son rôle comme dans une pièce longuement répétée. A Chirac, qui annonce la chasse aux sans-papiers à Paris en septembre et se plaint des étrangers, source d'insécurité, à Marchelli qui veut renvoyer tous les travailleurs en France depuis moins de 10 ans, les politiciens de la majorité répliquent en critiquant les "excès", mais ajoutent aussitôt que c'est "un problème bien réel" et que les idées avancées par les premiers sont, au fond, intéressantes.

Et notre super-président daigne laisser échapper une petite phrase, reprise par tous les médias: "il faut renvoyer les travailleurs sans-papiers", il y va, paraît-il "de l'équilibre de la France".

Le 31 août le conseil des ministres révèle le dispositif de la chasse aux sans-papiers. Il porte principalement sur les renforcements des contrôles:

-MULTIPLICATION DES CONTROLES D'IDENTITE DES IMMIGRES. On en revient à "la chasse au faciès" de l'époque Peyrefitte.

-JUGEMENT DES PERSONNES SANS PAPIERS EN FLAGRANT DELIT ET EXPULSION IMMEDIATE. Cela permet d'éviter les procédures en appel.

-CREATION D'UNE CARTE SPECIALE POUR LES MAGHREBINS QUI VIENNENT EN FRANCE. C'est une mesure qui complète le renforcement continu des procédures pour entrer en France (certificat d'hébergement, billet aller-retour...).

-AUGMENTATION DES EFFECTIFS DE LA POLICE DES FRONTIERES.

-LIMITATIONS DES POSSIBILITES D'EMPLOI POUR LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS. Les contrats de travail des saisonniers, qui constituent une véritable forme d'esclavage salarié et contre lesquels les travailleurs dans le midi ont mené des luttes importantes ces dernières années, sont limités à 6 mois et à un seul contrat par an. Ces mesures, qui touchent plus de 110 000 travailleurs, montrent que c'est en fait au-delà des sans-papiers TOUTE L'IMMIGRATION QUI, A TERME, EST VISEE.

Les porte-parole du gouvernement ont indiqué que ~~DES POURPARLERS ETAIENT EN COURS~~ avec les pays d'origine à ce sujet.

Mauroy a déjà parlé d'un retour important des immigrés avec Chadli et ce sera là un sujet important des discussions lors de la visite officielle que doit faire en France le président algérien, en novembre.

Le problème est que les économies des pays du Maghreb seraient bien incapables de supporter un afflux de travailleurs et le gouvernement français est trop soucieux de ses intérêts impérialistes pour envisager de gaieté de coeur des troubles sociaux au Maghreb.

Mais le plus important est sans doute le nouveau climat d'hostilité qui accompagne ces mesures. Les moyens d'information ont relaté avec force détails l'arrestation, menottés aux poings, de travailleurs turcs sans-papiers et leur condamnation à l'expulsion. Les journaux sont pleins de reportages sur la chasse aux clandestins. Faut-il s'étonner après cela que lors d'une élection une liste raciste recueille plus de 17 % des suffrages?

Faut-il considérer comme fous ceux qui cet été canardaient les arabes? Le poison du racisme, c'est le gouvernement lui-même qui le distille par sa politique anti-immigrés. L'incitation aux crimes racistes c'est le gouvernement qui la fournit en justifiant les prétendues "bavures" policières, en renforçant l'état d'exception contre les travailleurs étrangers, en jetant en prison des milliers de sans-papiers: aujourd'hui 10 % DES OCCUPANTS DES PRISONS FRANÇAISES SONT DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS, selon les chiffres officiels.

Ces dispositifs de guerre anti-ouvrière le gouvernement voudrait les faire accepter en disant aux immigrés: la chasse aux sans-papiers est la condition pour qu'on puisse, par la suite, améliorer votre sort; et aux français: le départ des immigrés permettra de diminuer le chômage, de réduire l'insécurité.

La politique de la bourgeoisie est constante: diviser la classe ouvrière, trouver des bouc-émissaires et paralyser ainsi la nécessaire riposte prolétarienne à l'offensive capitaliste.

Politique aujourd'hui d'autant plus nécessaire que les difficultés économiques imposent de nouvelles attaques contre les travailleurs. Austérité, productivité, restructurations sont les maîtres-mots des bourgeois qui se traduisent baisse des salaires réels, surexploitation et licenciements.

Les travailleurs immigrés, évidemment moins sensibles aux discours exaltant les sacrifices dans l'intérêt de la France, sont d'autant plus dans le collimateur qu'ils ont montré ces derniers mois, notamment lors des grèves de l'automobile, qu'ils savaient se mettre à l'avant-garde des luttes. Or l'automobile sera un des secteurs chauds dans les mois qui viennent...

Plus que jamais ce sont les nécessités même de la lutte ouvrière qui démontrent et démontreront aux travailleurs français l'importance de la solidarité avec la fraction immigrée du prolétariat. Laisser sans réagir la bourgeoisie frapper une partie du prolétariat, ce n'est pas éviter les coups, c'est au contraire se mettre dans la pire des positions pour riposter à une attaque qui atteint, à des degrés divers, toute la classe.

Commencer dès maintenant à organiser concrètement la solidarité là où c'est possible, combattre la montée du racisme dans les rangs ouvriers, c'est faire les premiers pas dans la constitution du front prolétarien unissant toutes les énergies, par delà les divisions de race, de nationalité, de sexe ou de catégorie, dans la lutte anti-capitaliste. Dans cette voie les travailleurs ne pourront évidemment pas compter sur les directions syndicales qui, comme la CFDT, estiment que la politique à-vis de l'im

migrations "va dans le bon sens", ni avec les organisations qui subordonnent toute réaction à l'accord préalable des syndicats et partis de gauche et pas davantage avec les démocrates ou les humanistes qui vampirisent toute lutte au nom de la paix sociale ou de la charité chrétienne.

Renouer avec les méthodes et les objectifs de classe peut sembler aujourd'hui difficile et de longue haleine, mais c'est la seule qui permette d'unifier les rangs ouvriers.

-NON AUX EXPULSIONS ET AUX REFOULEMENTS! ARRET DES EMPRISONNEMENTS !

-REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS ! ABROGATION DU STATUT DE SAISONNIER !

-EGALITE DES DROITS POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES !

-NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

-FRANCAIS, IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

OCTOBRE 1983. SPECIAL IMMIGRATION. LE PROLETAIRE N°37.

les tâches des révolutionnaires.

Il est donc clair que le racisme, qui se développe aujourd'hui n'est pas qu'une réaction spontanée de certaines couches populaires, comme nous l'avons montré dans d'autres articles de ce numéro. Ces réactions sont au contraire la CONSEQUENCE d'une véritable politique raciste qui s'inscrit dans une stratégie capitaliste antiprolétarienne. La politique raciste vise en DEFINITIVE les détachements les plus combatifs car parmi les plus exploités de la classe ouvrière; elle a pour objectif de museler alors même que le gouvernement, comme tout le monde le sait, est en train de préparer de véritables plans de licenciements massifs. Ainsi plus le pouvoir pourra, au moyen notamment du racisme, atténuer les mouvements de résistance à sa politique d'austérité et de rigueur, plus il pourra préparer des attaques supplémentaires frappant des couches de travailleurs chaque fois plus larges.

Il importe de démasquer la véritable signification de cette campagne raciste en montrant sa dimension antiprolétarienne. Cela signifie que la dénonciation du racisme ne peut pas se faire sur la base de l'humanisme bêlant et sentimental mais bien de LA LUTTE DE CLASSES ACTIVE ET INDEPENDANTE DE TOUTE INFLUENCE BOURGEOISE ET OPPORTUNISTE.

Cependant la lutte contre le racisme ne peut pas se résumer à un travail d'agitation, certes nécessaire, (car l'Etat bourgeois pour frapper les travailleurs a besoin de chercher à les désorienter

et à les piéger), mais insuffisant à lui seul. Ce travail d'agitation doit être relié à un véritable travail d'organisation et d'intervention active qui doit se situer à plusieurs niveaux et doit chercher à faire converger ces différents niveaux dans une lutte unique.

Il ne suffit pas de préconiser en paroles l'union de tous les travailleurs il faut chercher A LA REALISER PRATIQUEMENT; ce qui signifie partir de la situation réelle de division pour la dépasser

C'est pourquoi il importe que l'intervention des révolutionnaires cherche à consolider, dans la lutte et par un travail continu d'organisation: l'union entre les travailleurs immigrés sans-papiers et ceux qui ont une situation administrative régulière, l'union entre tous les travailleurs immigrés au-delà des différences de nationalité, et l'union entre les travailleurs immigrés et les travailleurs français

Redisons-le, la base de cette union ne saurait être la seule affirmation de l'appartenance de tous les travailleurs français et immigrés, à une seule même classe. Une telle prise de conscience suppose au contraire obligatoirement une lutte réelle, dans les quartiers, usines, qui seule pourra cimenter ACTIVEMENT et PRATIQUEMENT l'union combattante contre l'ennemi commun: l'exploitation capitaliste et son Etat.

QUELLE RIPOSTE CONTRE LES CRIMES

RACISTES ?

L'aggravation des tensions sociales est la conséquence inévitable de la crise économique où se débat le capitalisme L'ordre bourgeois y répond non seulement en se BLINDANT (toujours plus de policiers!), en augmentant la répression contre les catégories sociales les plus susceptibles de mobilisations immédiates, mais aussi en se préparant à détourner en affrontements inter-courants sociaux et en explosions racistes.

Face à cela la riposte prolétarienne ne peut s'esquisser que sur la base de L'AUTO-ORGANISATION et de L'AUTO-DEFENSE. Ce n'est qu'ainsi que pourront se constituer des rapports de force capables de faire reculer les racistes en civil ou en uniforme. Les exemples d'auto-organisation que l'on rencontre dans les quartiers, de Marseille à la Courneuve, sont des puissants encouragements à oeuvrer dans ce sens. Mais ils montrent aussi leurs limites qui tiennent à leur SPONTANÉITE et à leur CARACTÈRE ÉPHEMÈRE. Lorsque ces noyaux organisés essayent de travailler à plus long terme (comme par exemple "ZAAAMA" à Lyon) ils finissent encore par succomber sous la pression des démocrates après s'être embourbés dans le marais du juridisme. La saine réaction des jeunes contre les magouilles politiciennes les conduit trop souvent à un apolitisme anarchisant qui les laisse totalement désarmés devant les manoeuvres des faux amis de toute espèce. Il revient aux militants communistes de convaincre les jeunes révoltés du besoin de la politique révolutionnaire. Ils n'y arriveront qu'en travaillant, sans ultimatum ni sans fixer de perspectives trop ambitieuses, à favoriser toutes les tentatives pour rendre PLUS PERSISTENTES, PLUS COORDONNÉES toutes les poussées de résistance et en tirant les leçons des échecs passés.

- FLICS HORS DES BANLIEUES ! A BAS LA JUSTICE DE CLASSE !

~~Mobilisations pour les victimes de la répression ! Contre les crimes racistes, auto-défense prolétarienne~~

~~TSM ET DU DIALOGUE !~~

~~L'ORGANISATION INDÉPENDANTE DES QUARTIERS OUVRIERS !~~

- NON AU PIÈGE DU RÉFORMISME, DU

PACIFISME ET DU DIALOGUE !

(Suite de la présentation)

Elles résident également dans l'ACTION DES MUNICIPALITÉS, donc des partis de droite et de gauche qui les dirigent, qui cherchent à parquer la population immigrée dans des ghettos, ou à maintenir la population laborieuse française et immigrée dans des conditions de vie et de logement misérables.

Cesont là les véritables causes du racisme qui, de la sorte, ENCOURAGE les attentats racistes perpétrés par les forces d'extrême-droite ainsi que les crimes racistes "spontanés".

Toute lutte contre le racisme suppose donc NECESSAIREMENT UNE ORIENTATION ANTI-CAPITALISTE ET PROLÉTARIENNE pour éviter de brasser de l'air et de se noyer dans le marécage des bonnes intentions impuissantes face à la violence et au cynisme racistes de l'ordre capitaliste. C'est uniquement sur cette base que la lutte anti-raciste pourra se développer réellement et s'inscrire dans la perspective d'une UNION COMBATTANTE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS tout en se dégageant de l'influence pernicieuse des anti-racistes de façade. Cela suppose l'acquisition d'une expérience et d'une maturation au moyen de la lutte pour se débarrasser de tous les faux-amis de l'anti-racisme et se hisser à des perspectives de mobilisation claire et efficace.

La division entre prolétaires autochtones et immigrés

"L'ouvrier anglais moyen hat l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais (...). L'Irlandais lui rendra d'ailleurs la pareille, et avec un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes (...). Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente".

(Lettre de Marx à Siegfried Meyer et August Vogt, 7.4.1870)

Il importe d'approfondir les mouvements de protestation et d'élargir la mobilisation contre la terreur imposée par la société bourgeoise contre les jeunes et les immigrés. Cela suppose une organisation active, constitution de comités de quartiers et manifestations contre la violence des flics et des racistes pour ne pas leur laisser le terrain libre. Quand il n'est pas possible de mener dans l'immédiat un tel travail d'organisation il est possible au moins de mener un travail de sensibilisation et d'information sur les marchés, les lieux de travail et dans les quartiers: panneaux explicatifs, réunions de discussion, etc.

Le souvenir de Kader, Yacidi et de tous les immigrés, jeunes abattus doit rester vivant. Demain Nasser, comme tous les autres, SERA VENGE.

propos racistes de Mauty à propos des grèves dans l'automobile...

D'un côté on a le grand cinéma comme le procès Barbie, tortionnaire recyclé des 1945 au service des Alliés et de la CIA contre les masses d'Afrique Latine. Aujourd'hui il est mis à la retraite après 40 années d'activité supplémentaire dans la répression anti-ouvrière en Amérique Latine et est utilisé dans le cadre d'un procès-spectacle pour renforcer la patine démocratique de l'Etat impérialiste français qui a une longue tradition d'oppression coloniale en Afrique du Nord, en Afrique Noire, à Madagascar et en Indochine, et qui a envoyé ses contingents au Zaïre et au Liban plus récemment.

De l'autre côté, l'amnistie totale pour les massacrés et les tortionnaires de la guerre d'Algérie dont les méthodes étaient exactement analogues, même si elles étaient appliquées sur une échelle plus réduite. Mais bien sûr, la vie d'un étranger immigré ne vaut pas celle d'un bon français, n'est-ce pas ?

La violence qui s'exerce tous les jours contre les jeunes et les immigrés est révoltante. Pour contre-carrer cette terreur permanente, il n'y a pas le choix: il faut riposter le plus collectivement possible contre tous les cas de répression et aujourd'hui lutter aux côtés des jeunes de Chateaux contre la violence qui a gravement frappé Nasser M'Raidi.

A chaque fois, à Chateaux, à Nanterre, Vitry, Strasbourg, les jeunes et la population des quartiers frappés par la violence des flics et des racistes sont mobilisés et ont manifesté leur colère.



Tract distribué par nos camarades
 Contre les fliques des flics
 et des racistes organisations
 une riposte de masse!

Une balle de magnum 357 dans la tête de MASSER M' RAIDI : Pour les flics la chasse est ouverte toute l'année !

5 heures du matin, lundi 14 février à Chateaux-Malabry (région parisienne): Nasser, 17 ans, est abattu d'une balle en pleine tête par le brigadier Lapeyre (très bien noté par ses supérieurs, 1,6g d'alcool ce matin là). A cette heure il reste encore entre la vie et la mort.

Son crime? Avoir, paraît-il, circulé sans casque en mobylette.

Le brigadier affirme, appuyé bien sûr par ses collègues, mais démenti par les témoins, avoir tiré accidentellement! On connaît les suites habituelles des crimes et sévices perpétrés par les flics à l'encontre d'immigrés et de jeunes: rien ou au plus quelques peines symboliques. Les exemples ne manquent pas.

A Vitry, un gardien d'immeuble a abattu Kader parce qu'il faisait, paraît-il, trop de bruit dans l'entrée d'un immeuble (le procès de l'assassin de Kader avait tourné à l'émeute, tant l'avocat général et le président de la Cour d'Assises avaient essayé de minimiser son "geste"). A Gonesse (cité "la Faconnière") à Nanterre également, 2 jeunes exécutés. A Strasbourg Yacidi Nalli sauvagement descendu. A Strasbourg toujours, plusieurs immigrés torturés par des flics et des douaniers... La liste est longue. DANS TOUS LES CAS les responsables écopent des peines avec suris ou de simples remontrances administratives quand il n'y a pas de non-lieu.

Bonne nouvelle regrettable ? NON ! VOLONTÉ DELIBÉRÉE DE REPRIMER !

En fait il s'agit plutôt d'exemples connus particulièrement saillants de la politique systématique de flicage, de primades, d'insultes racistes, DE TERREUR exercée contre les immigrés et les jeunes, sous couvert de démocratie, par l'Etat bourgeois.

Gouvernements de gauche ou de droite, municipalités de gauche ou de droite, les conditions de vie de tous les exploités ne font que se dégrader. Sans parler du chômage et de l'austérité: renforcement du dispositif policier dans les cités, multiplication des "bavures" officiellement couvertes par Defferre (un connaisseur...), promesses bidon de libéralisation juridique et de réforme pénitentiaire. Quant aux immigrés, c'est le grand nettoyage: contrôle renforcé, même pour les touristes de pays peu développés et pour les réfugiés politiques, expulsions massives après l'opération de fichage-régularisation,

Le souvenir de Kader, Yacidi et de tous les immigrés, jeunes abattus doit rester vivant. Demain Nasser, comme tous les autres, SERA VENGE.

Gauche et droite unies contre les travailleurs immigrés

LE PROLETAIRE N° 375

La gauche a suivi, dans le domaine de l'immigration comme dans les autres (la répression des luttes et des militants politiques, la politique salariale, la politique étrangère impérialiste et militariste), la même logique: des promesses démagogiques quand elle était dans l'opposition, un libéralisme de façade pendant "l'état de grâce" des premiers mois de pouvoir, la trique et la répression ouverte ensuite. Ainsi la gauche apparaît comme l'héritière zélée de la politique capitaliste de l'Etat français.

En réalité la gauche et la droite se sont toujours PARTAGE LE TRAVAIL pour contrôler et domestiquer l'immigration.

SOUS LE GOUVERNEMENT DE DROITE le PCF déposait régulièrement des projets de loi pour limiter plus efficacement l'immigration et accusait la droite de laxisme, dans la logique chauvine de son refrain: produire et consommer français. Les immigrés n'étaient bons qu'à cela et devaient rester chez eux ou y retourner s'ils n'avaient pas leur place dans l'économie française.

Le PS reprenait les mêmes thèmes sur l'intérêt national et le contrôle de l'immigration mais en les enrobant de promesses creuses, comme l'égalité sociale, économique, politique pour les immigrés. En réalité l'égalité politique était réduite au droit de vote dans les élections municipales, dont il n'est plus question, alors que ce droit n'a rien de révolutionnaire et est introduit même par des gouvernements ouvertement bourgeois dans les pays scandinaves.

Ni le PS ni le PCF ne se sont opposés à l'arrêt de l'immigration décrété dès juillet '74. Et dans les municipalités qu'ils détenaient avant '81 ils montraient déjà leur vrai visage: théorie du seuil de tolérance, discrimination dans l'attribution des HLM, sabotage de la grève des foyers SONACOTRA, utilisation même de bulldozer contre des foyers d'immigrés comme à Vitry, campagnes de délation menées contre des familles maghrébines accusées de faire du trafic de drogue. Sur tous ces traits, c'est le PC qui est monté en première ligne entre '74 et '81, favorisant des réactions chauvines et xénophobes même parmi des ouvriers français. Le PC essayait, lui,

de se confectionner une image plus accueillante pour faire oublier le passé colonial des Mitterrand et autres Defferre.

APRES MAI '81, l'offensive anti-immigrée s'est déroulée en plusieurs temps.

D'abord les mesures d'égalité promises aux immigrés ont été mises au rencart. Les frontières se sont fermées davantage encore (ce qui n'a jamais empêché l'immigration clandestine, mais met les sans-papiers à la merci d'une expulsion immédiate). Même à l'égard des réfugiés politiques, l'attitude a été de plus en plus restrictive.

Puis le gouvernement a lancé sa campagne de régularisation qui visait en réalité (des responsables comme Defferre et Max Gallo l'ont affirmé publiquement) à mieux connaître la population immigrée pour procéder ensuite à des expulsions massives. En même temps était votée une loi sur l'immigration préparée par Defferre qui sur la plupart des points était encore PLUS REPRESSIVE QUE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU (à l'époque critiquées par la gauche). Des associations comme l'ASTI, le GISTI, pourtant illusionnées par le PS, l'ont d'ailleurs souligné. Bien sûr, cette loi respecte la "tradition républicaine" et offre aux candidats à l'expulsion certains recours juridiques purement formels en général totalement inutiles.

Depuis plus d'un an, dans le silence et l'indifférence presque générale, les refoulements et les expulsions se multiplient. Le statut de réfugié politique n'est plus attribué qu'au compte-goutte.

LES DECLARATIONS OFFICIELLES FONT SYSTEMATIQUEMENT L'AMALGAME IMMIGRATION-DELINQUANCE-CHOMAGE-TERRORISME. Ainsi une VERITABLE CAMPAGNE RACISTE a été déclenchée lors des grèves dans l'automobile au début de l'année '83 alimentée par les déclarations de Mauroy et Auroux sur le fanatisme musulman. Le gouvernement a joué à fond la carte de la division entre ouvriers français et immigrés pour éviter l'extension de la grève.

Le racisme s'est ensuite déchaîné lors des campagnes municipales aussi bien à gauche qu'à droite. Defferre s'est vu attribuer le rôle de "l'homme expulsé"

plus d'immigrés que les précédents ministres de l'intérieur: "la droite c'est l'immigration sauvage, la gauche c'est l'immigration contrôlée", telle est sa devise. On est loin du droit de vote pour les immigrés !

Il n'est pas étonnant, dans un tel climat, que les EXECUTIONS SOMMAIRES de jeunes immigrés se soient multipliées depuis un an.

Ce sont d'abord les auxiliaires zélés de la police qui s'en sont chargés, encouragés par l'assurance d'être couverts par leur ministre. En toute impunité, ils ont ouvert la chasse, bientôt suivis par des dizaines de citoyens ordinaires. La terrifiante série de cet été montre comment l'exemple des autorités a bien été suivi !

Toute cette odieuse campagne, à coup de déclarations, d'articles dans les journaux, de chiffres, de balles dans la peau a de plus aidé à faire passer le nouveau plan d'austérité. De plus cela vient à point pour casser la combativité des immigrés frappés plus que jamais par les licenciements par exemple dans le bâtiment et qui sont les premiers frappés dans les grands secteurs industriels comme l'automobile, la sidérurgie. Le rest-pensable, l'ennemi à abattre, c'est l'autre, l'étranger, l'arabe !

A l'époque de la grève des foyers SONACOTRA nous étions pratiquement la seule organisation politique active dans le soutien, à mettre en garde les travailleurs immigrés dans toute la France, qui avait constituée un pôle important de lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, n'a pas résisté à la répression, et aussi aux coups portés par le PS qui dans bien des municipalités a réussi à impulser des négociations de Coordination étant brisée des la fin '78, les réactions contre les mesures du gouvernement de droite, puis de gauche ont ensuite été plus isolées et localisées.

C'est le cas en particulier des luttes de sans-papiers en '81-82, qui ont pourtant obtenu beaucoup de régularisations et obligé le gouvernement à retarder les échéances.

La combativité des prolétaires immigrés s'est également exprimée lors des grèves de Renault en '82 et de Talbot-Citroën en '83.

Et aujourd'hui le sentiment de révolte et la volonté de lutte sont particulièrement vifs dans les quartiers parculièrement vifs dans les quartiers parculièrement vifs de la 7^e générale-tion. Des réactions collectives et des tentatives d'organisation répondent presque coup par coup à tous les attentats racistes.

Nous saluons ces réactions et nous efforçons de les aider partout où cela est possible. De même, nous invitons toutes les personnes intéressées à nous transmettre des renseignements concrets sur la situation dans les quartiers, dans les entreprises, sur les cas de répression et d'atentats, sur les réactions dans l'immigration et dans la classe ouvrière.

Loin de nous l'analyse grossière selon laquelle la gauche et la droite, c'est la même chose. Il s'agit plutôt de forces COMPLÉMENTAIRES, au service d'une même cause, la défense du capitalisme, de l'intérêt national bourgeois et de l'impérialisme français. Dans le système démocratique elles sont nécessaires l'une à l'autre pour contrôler et enrôler derrière ces objectifs le plus large consensus social.

En peu de temps, depuis '81, la gauche s'est montrée sous son vrai visage malgré son discours mielleux: anti-ouvrier, anti-immigré, et impérialiste, sachant manier aussi bien la trique que la carotte. Il est vrai que la classe ouvrière est aujourd'hui désarmée devant cette situation et qu'elle ne réagit pas à la mesure des coups qui lui sont portés. D'ailleurs pour entretenir ce désarroi, la gauche utilise les discours hystériques et haineux ainsi que les actions de la droite et de l'extrême-droite pour apparaître comme un recours, un moindre mal malgré les désillusions, qu'elle provoque parmi les travailleurs et pour de la sorte les frapper facilement. Il est vrai aussi que les tendances à la division entre nationalistes ont été accentuées par la politiquede de la gauche. Mais le calme n'est qu'apparent et les expressions de colère et de révolte ici et là préparent des tempêtes bien plus vastes et violentes qui finiront bien par secouer le navire français, qu'il soit barré par la gauche ou la droite !

HALTE A L'OFFENSIVE ANTI-IMMIGRES

Le conseil des ministres du 19 octobre a adopté une série de décisions pour frapper les travailleurs immigrés à travers ceux d'entre eux qui sont les plus démunis, et les plus exploités: les travailleurs clandestins. Les "belles promesses" de 1981, dissipées depuis 2 ans au moins par un renforcement accru du contrôle de l'immigration et une répression anti-immigrée savamment orchestrée sont désormais lettre morte. Le masque de la générosité et de la solidarité est tombé laissant apparaître la réalité du visage bourgeois de la gauche. derrière le discours sur les libertés et la décrispation apparaît le rictus canaille d'une intensification systématique du contrôle des frontières, des expulsions massives, des contrôles policiers des travailleurs immigrés considérés officiellement comme "criminels" en puissance et des ratonnades policières. Dans ce domaine comme dans d'autres la recherche du consensus se développe sur le dos des travailleurs, en l'occurrence les immigrés, et plus particulièrement les travailleurs clandestins évalués officiellement à 300 000.

Les mesures gouvernementales concernent le contrôle des frontières (avec fichage informatisé de toutes les entrées), le refus du regroupement familial, l'augmentation des moyens répressifs pour intensifier les expulsions (avec des crédits pour augmenter le nombre et les capacités des centres de regroupement des immigrés en voie d'expulsion où les conditions de détention seront encore plus bestiales), la chasse aux travailleurs clandestins (ce qui permettra à ceux qui les emploient au noir de les soumettre à des conditions d'exploitation encore plus ignominieuse). Le tout accompagné de promesses cyniques pour soi-disant favoriser l'intégration des travailleurs immigrés en situation régulière alors qu'il est clair que les ratonnades policières, les brimades administratives et plus généralement l'oppression raciste vont augmenter. Intégration sous la chape de plomb de la terreur bourgeoise, oui !

En frappant les travailleurs clandestins, c'est contre l'ensemble des travailleurs immigrés que l'Etat lance son offensive. Il s'agit de les soumettre à une pression intolérable pour briser à l'avance toute initiative de lutte puisque toute "infraction" (c'est-à-dire tout acte de combativité dans le cadre d'une grève par exemple, et depuis 1981 les couches ouvrières les plus combattives sont les OS en grande majorité composée d'immigrés) les menacera d'une procédure d'expulsion accélérée. Au-delà le pouvoir s'efforce d'accentuer la division entre travailleurs immigrés et français en cherchant à les opposer (proposition de remplacer les travailleurs clandestins saisonniers par des chômeurs français). Cela démontre une fois de plus que le gouvernement et que la gauche loin de s'opposer à l'action raciste de l'extrême-droite l'utilise pour généraliser une terreur policière et administrative. Ainsi le blocage de tout regroupement familial désormais officialisé était pratiqué depuis belle lurette par de nombreuses municipalités notamment celles contrôlées par le PS et le PC.

Face à ces mesures canailles il appartient à tous les révolutionnaires et à tous les militants de prendre place aux côtés des travailleurs immigrés pour l'organisation d'un réseau matériel de solidarité destiné à empêcher la chasse policière et les ratonnades, et pour organiser une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs immigrés. Il appartient également aux révolutionnaires de toute nationalité de lutter au sein de la classe ouvrière contre tous les préjugés racistes et plus généralement contre la terrible division qui permet au pouvoir d'organiser avec cynisme une offensive intolérable.

Face à la terreur anti-immigrée la seule solution est l'organisation d'une solidarité active et sans cesse plus large ainsi que la préparation d'une riposte unitaire fondée sur une mobilisation et une lutte sans réticence.

- * A BAS LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
- * NON AUX EXPULSIONS !
- * CONTRE LES RATONNADES POLICIERES ET RACISTES, UNE SEULE RIPOSTE: LA SOLIDARITE ACTIVE !
- * VIVE L'UNION DANS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES CLANDESTINS ET REGULIERS DE TOUTES NATIONALITES !
- * VIVE L'UNION COMBATTANTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES !
- * LIBERTE DE CIRCULATION POUR NOS FRERES IMMIGRES !

tique de brigandage menée par le gangster impérialiste français en accord avec les classes réactionnaires des pays d'origine des travailleurs immigrés.

A BAS LE RACISME !
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE
ENTRE TRAVAILLEURS IMMIGRES

(suite de la page 8)

MAI-JUIN 83

LE PROLETAIRE N°373

Le 3 décembre, la marche pour l'égalité est arrivée à Paris au terme d'un voyage de 55 jours et a mobilisé ce jour plus de 80 000 manifestants.

Il s'agit aujourd'hui d'en dresser un premier bilan. Nous concevons ce travail dans la perspective d'une activité destinée d'abord à organiser les éléments les plus sensibles qui désirent se regrouper pour agir avec efficacité contre le racisme et les discriminations qui frappent à des degrés différents tous les travailleurs immigrés.

Par opposition à l'anti-racisme démocratique largement majoritaire nous voulons lutter pour un ANTI-RACISME PRO-LÉTARIEN. Pour nous expliquer plus concrètement sur ce point nous allons revenir sur la marche pour l'égalité.

Bien que cette marche ait été présentée comme la marche des jeunes issus de l'immigration, elle est en réalité UNE INITIATIVE ORGANISÉE PAR LA CIMADE ET LE MAN(1) dont les perspectives dites non-violentes ont marqué le cours même de cette manifestation. SANS LA PRESENCE DE CES 2 ORGANISATIONS LA MARCHÉ N'AURAIT PAS ÉTÉ POSSIBLE.

Pour les marcheurs des Minguettes et d'ailleurs, la Cimade c'est Christian Delorme. Ils ignorent totalement la réalité d'une organisation dont les travailleurs migrants sont un des départements et dont l'activité principale vise dans tous les cas à permettre un dialogue entre les pouvoirs publics et les exploités d'une part et d'autre part à "contribuer un tant soi peu au renforcement d'un front de soutien plus large, où les formations politiques et les organisations syndicales tiendront la place qui leur revient,..." (p.5 de Cimade-information 1977, N° 3).

Par ailleurs, et dans la même brochure citée, cette organisation est une habituée de LA HANTISE DE LA MANIPULATION ET DE LA RECUPERATION, sous le prétexte misérable que la politique porterait en soi le germe de la récupération, ce qui ne l'empêche pas de faire des efforts pour amener ceux qu'elle "aide" à se rapprocher des organisations politiques et syndicales dites démocratiques. Pour les élections municipales de 1983 c'est aussi la Cimade qui a appuyé l'idée d'un vote parallèle bidon pour les immigrés (voir Sans-Frontière n° 72, l'article de C. Delorme, p. 6).

Cette crainte hystérique de la manipulation a d'ailleurs, à plusieurs reprises, été largement utilisée par la Cimade mais aussi par les faux amis réformistes de la marche qui sous couvert de soutien voulaient prioritairement éviter toute liaison entre les marcheurs et les regroupements de lutte anti-raciste qu'ils ne contrôlaient pas dans les villes où passait la marche, ainsi que par certains journalistes. Par exemple le journal le Monde dans son compte-rendu de la marche concernant Strasbourg a fustigé le PC International lui attribuant même des slogans fantaisistes falsifiant les slogans réellement scandés durant la manifestation dans cette ville. Comme quoi la hantise oh combien sincère de la manipulation peut conduire certains journalistes et ceux qui les inspirent à de misérables, mais réelles manipulations !

La marche pour l'égalité : bilan et perspectives

Le rôle de la Cimade est donc de récupérer dans l'immigration et ailleurs des énergies pour tenter de mieux faire appliquer les lois, de les améliorer ou même d'en faire voter de plus justes. La référence à Martin Luther King est évidente bien que l'idée en ait été certainement importée par le Man. Il s'agit de la non-violence comme moyen politique pour obtenir l'application de la constitution dans le respect de la légalité. Voici pour la version Hollywood chewing-gum. La réalité est toute autre. Les révoltes violentes du prolétariat noir aux Etats-Unis dans les années 60 ont été le terrain sur lequel s'est développé l'action pacifiste du pasteur King et dont le résultat est connu: tout bénéf pour les bourgeois et le slum (pauvreté, chômage, ghetto et prison) pour les prolos. Sans nous étendre sur ce sujet on rajoutera que la répression fut impitoyable et féroce surtout vis-à-vis de ceux qui, comme les Black Panthers, voulurent lutter pied à pied contre le Pouvoir Blanc, et même un partisan du pacifisme comme Martin Luther King fut assassiné, tant il est vrai que dans certaines circonstances le pacifisme est encore jugé trop violent quand il risque de radicaliser des mouvements de protestation.

Les jeunes marcheurs se disent APO-LITIQUES ET APARTISTES. CECI EST EXACT DANS LA MESURE OU ILS N'ONT PAS UNE CONSCIENCE POLITIQUE très précise DE LEUR SITUATION SOCIALE, DE PROLÉTAIRES SANS-RESERVE. Pourtant ils ont posé les pieds sans le savoir sur le terrain brûlant de la politique.

Pour eux il s'agit avant tout de pouvoir vivre en France en toute sécurité et de ne pas être la cible permanente du racisme (le racisme de cet été était doublé d'un racisme anti-jeune, voir l'âge des victimes).

Ceci est une exigence primordiale et dépasse toutes les revendications mises en avant par la Cimade et d'autres organisations (carte de 10 ans, droit de

(suite page 11)



vote, amélioration de la loi anti-raciste de 72, etc.).

Les jeunes marcheurs jugent à juste raison le rapport de forces actuel défavorable; d'où malheureusement la recherche d'un compromis direct avec le gouvernement et les forces de l'Etat pour obtenir aide, compréhension et protection.

L'immigration est un terrain déserté par la gauche officielle; il est vrai que pour elle la défense des intérêts ouvriers signifie avant tout la défense de l'aristocratie ouvrière.

Cet abandon, les jeunes marcheurs l'expriment dans le rejet de tout parti politique; la présence de la Cimade ne peut, malheureusement encore, que les encourager à persister dans cette attitude exclusivement négative et empêcher toute évolution positive et critique favorable à un réel travail anti-raciste et anti-capitaliste.

De ce point de vue, les manifestations traditionnelles leur apparaissent dangereuses, dans la mesure où ils pensent créer un courant d'opinion favorable qui leur permettrait d'obtenir, au-delà DE TOUS LES CLIVAGES POLITIQUES, selon eux, le résultat recherché: l'arrêt de la violence raciste.

Cela explique leur volonté farouche de défendre une image non-violente d'eux-mêmes et la recherche du dialogue avec "l'humain" qui existerait en toute personne.

Cela explique que le jeu politique droite-gauche, c'est-à-dire pro ou anti-gouvernemental apparaît à leurs yeux comme nuisible parce que susceptible de briser dans l'œuf l'aide des autorités qu'ils espèrent pour arrêter la violence raciste.

Ce recours à la non-violence est dicté par des nécessités pratiques immédiates et non par une volonté pratique déterminée. Elle peut séduire de nombreux jeunes à qui on offre la perspective "concrète" des associations culturelles et sociales mises en place par cette troupe de parasites que sont les animateurs et éducateurs de tout acabit. Cette orientation présente le danger de couper les jeunes, issus de l'immigration, de la "vieille génération" qui a déjà par ses luttes ouvrières combattu pour l'égalité des droits.

L'assemblage hétéroclite entre les différentes forces qui composent la marche est affaire de circonstances; c'est une unité artificielle et fondée sur des exigences contradictoires. L'éclatement devra se faire tôt ou tard et pour nous il s'agit qu'il se fasse dans les meilleures conditions; c'est-à-dire qu'il contribue à l'élargissement et au renforcement de la lutte anti-raciste et anti-capitaliste sur le terrain de la lutte directe contre l'Etat et tous ses larbins.

Cette analyse nous conduit à proposer les perspectives suivantes:

1) La lutte anti-raciste est une lutte de classe qui concerne les travailleurs immigrés et les travailleurs français; le racisme étant chez les travailleurs le produit pratique direct de la concurrence que le système bourgeois fait naître en eux (moins il y a de gâteau à partager plus la concurrence est

forte; ceci chez les travailleurs comme chez les capitalistes; ce réflexe est d'autant plus fort quand il n'existe pas d'autre alternative capable de fondre ensemble les intérêts individuels des prolétaires en un intérêt général de classe).

2) La violence raciste est une manifestation particulièrement bestiale du racisme; aujourd'hui elle est le fait principalement de la police, de vigiles et autres milices racistes ainsi que de tireurs isolés. Les travailleurs immigrés et les jeunes sont victimes donc de la violence étatique et de groupes et individus arriérés et réactionnaires.

3) La chasse aux clandestins et la politique de contrôle de l'immigration est directement responsable du climat de suspicion et de haine anti-immigrée aujourd'hui en France. Elle explique les "bavures" policières aussi bien que les crimes racistes des isolés. Comment reconnaître un clandestin? sinon par son physique. Ceci veut dire que tout travailleur immigré peut-être contrôlé et tout le monde sait que chaque contrôle peut se terminer par un meurtre.

4) La ségrégation dans le logement, dans le travail ne sont l'objet d'aucune loi particulière et raciste, mais il existe néanmoins des inégalités sociales connues, les quotas et seuil de tolérance, le travail sous-payé. Quelle loi peut forcer un propriétaire à louer un logement à un étranger? Quelle loi peut obliger un patron à payer un salaire égal pour un travail égal? Ceci est également valable d'ailleurs pour un travailleur français. La loi anti-raciste de 1972 prévoit pour lutter contre les attitudes et comportements racistes est totalement inefficace comme l'a reconnu le président du Mrap.

Le racisme n'est donc pas dû à de mauvaises attitudes ou à des pensées malsaines. Au contraire il est le résultat direct de la division de la société toute entière en classes aux intérêts opposés. Avec la crise la concurrence devient plus vive et les tensions sociales ne peuvent qu'accélérer des tendances anti-ouvrières au sein des couches les plus diverses de la population y compris dans certaines couches ouvrières elles-mêmes. Ceci en l'absence de toute lutte de classe organisée.

Sur la base de ce qui vient d'être dit, il faut développer un travail dans les quartiers dits populaires, pauvres, ouvriers, etc. Ce travail doit avoir pour but de rassembler et d'organiser les éléments les plus sensibles et conscients, et simultanément d'organiser des discussions les plus larges possibles en multipliant les contacts avec les habitants de ces quartiers. Ces discussions et ces contacts doivent avoir pour but:

a) de se rendre compte des besoins réels des travailleurs immigrés et français face à la crise et au chômage qui sont les vraies causes de l'insécurité des travailleurs. En même temps ils permettront de tisser des liens de sympathie entre les éléments les plus avancés et la masse des travailleurs.

b) de propager la volonté d'organisation et de lutte face aux pouvoirs policiers et aux exploiteurs. Les plus énormes d'exploiteurs et d'exploités.



sion des patrons et des gestionnaires privés et publics qui veulent imposer l'austérité et les sacrifices.

Il existe sur ce terrain une tentative de canaliser les réactions des jeunes de ces quartiers dans les voies sans issues de l'animation sociale et culturelle. Le recrutement parmi les jeunes est plus fréquent. Le ministère de la Jeunesse et des Sports s'est spécialisé dans les vacances été contre les étés chauds. Différents organismes jouent sur le droit aux cultures, etc. La mé-

moire collective des luttes de l'immigration, c'est-à-dire ouvrière, se perd ou ne s'acquiert pas au profit de théories insipides et merdiques sur le droit à la différence et autres discours de divisions. Il est tout à fait important de contrer ces manœuvres qui sont des obstacles réels à la lutte. A la culture bourgeoise opposons une culture prolétarienne.

Le but véritable de cette activité est évidemment de séparer l'anti-racisme démocratique type Cimade-Man de l'anti-racisme prolétarien et de répondre pratiquement à la défense dans la rue et dans la vie quotidienne des travailleurs immigrés et français. Aujourd'hui il est vrai que les travailleurs français se sentent peu concernés par cette lutte et qu'ils ont toujours été maintenus à l'écart des luttes de l'immigration par des forces qui vivent des fruits de cette division (associations, syndicats, partis politiques de gauche).

La lutte sera longue et difficile. Cependant l'approfondissement de la crise permet d'espérer des réactions saines; nous entendons par notre part œuvrer dans ce sens.

C'est pourquoi nous nous efforçons d'appuyer et de participer à toutes les initiatives visant à regrouper des forces de lutte intervenant dans les quartiers, les foyers (et ayant la perspective de rechercher des liens pratiques avec les usines) autour de revendications simples mais unifiantes comme:

- mobilisation contre les violences racistes d'où qu'elles viennent: police et milices d'extrême-droite.
- la carte de 10 ans automatique y compris pour les sans-papiers comme premier pas réel dans l'abolition de tout contrôle de l'immigration.
- l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.

Une telle mobilisation ne doit pas seulement se développer, à terme dans chaque ville mais doit aussi permettre sur la base D'UNE REELLE CONVERGENCE DES INTERVENTIONS PRATIQUES DE LUTTE à l'élaboration d'une véritable COORDINATION NATIONALE. Nous appuierons également de toutes nos forces un tel objectif susceptible de contribuer au renforcement qualitatif et quantitatif de la lutte anti-raciste prolétarienne.

POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA DIVISION !

POUR L'UNION COMBATTANTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET FRANCAIS !

IMPOSONS L'EGALITE DES DROITS !

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

VIVE LA LUTTE DIRECTE CONTRE L'ETAT ET TOUS SES LARBINS !

1) Le Man: Mouvement pour une Alternative non-violente.

LE PROLETAIRE N° 376

JANVIER 1984

L'EXTRÊME-DROITE,
Les milices racistes et patronales sont des instruments au service du capital pour terroriser les immigrés afin de les exploiter sans pitié pour diviser la classe ouvrière au moyen de la xénophobie, et maintenir ainsi sous le joug de l'esclavage salarié l'ensemble des prolétaires.



LA VERMINE RACISTE SORT DES EGOITS DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE.

Les ouvriers n'ont pas de patrie

"La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est le Capital. L'air qu'il respire n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est l'air de l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas le sol français, ni anglais, ni allemand; il se trouve à quelques pieds sous terre."

Marx, Critique de l'économie nationale

Le PCF et l'arrêt de l'immigration

"Malgré l'arrêt de l'immigration proclamé en juin 1974, le nombre d'immigrés ne fait que croître. Des dérogations individuelles et collectives sont accordées au patronat. La politique actuelle du gouvernement doit être stoppée. L'introduction de nouveaux travailleurs immigrés, alors que le chômage se développe, est contraire aux intérêts des travailleurs immigrés et français". (Préambule de la proposition de loi du PCF de septembre 1978 sur les "libertés" (sic!) des travailleurs immigrés).

Les mêmes arguments que Chirac et le PFN !

De la Marche de 83 à Convergence 84

DE LA MARCHÉ 83 POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME À CONVERGENCE 84 POUR L'ÉGALITÉ OU EN EST LE MOUVEMENT ANTI-RACISTE AUJOURD'HUI ?

Les dix dernières années ont vu se développer une combativité accrue dans les rangs de la classe ouvrière immigrée, notamment, par rapport aux conditions de logement (lutte des foyers), aux droits syndicaux et aux conditions de travail (automobiles, saisonniers, etc.), à l'obtention de la carte de séjour et de travail (lutte des sans-papiers).

Aux grèves de la faim du début des années 1970 ont succédé des luttes à caractère nettement prolétarien comme les magnifiques grèves dans l'automobile pour ne parler que des plus récentes, qui, au-delà des revendications immédiates liées aux conditions de vie et de travail, allaient dans le sens de l'affirmation du droit à l'organisation et de l'égalité des droits syndicaux et politiques pour les travailleurs étrangers, conditions nécessaires du renforcement des luttes ouvrières pour l'avenir. L'opération "régularisation des sans-papiers" du gouvernement de gauche en 1982 est la

"reconnaissance" de l'importance de ces luttes par la bourgeoisie française en même temps qu'une tentative réussie, pour l'instant, de diviser les travailleurs immigrés en bons et mauvais; les clandestins entrant dans la deuxième catégorie.

Cette opération a été préparée par les états-majors politiques et syndicaux qui, des socialistes aux communistes, jugeaient indispensables de contrôler les flux migratoires en fonction des besoins économiques et de la paix sociale, et même de fermer les frontières, pour le PCF, tout en proposant des projets de loi, des chartes sur l'immigration, etc. pour définir les statuts à géométrie variable des immigrations. L'immigration familiale, la carte de 10 ans sont des démonstrations pratiques de la continuité de la politique avant et après mai 81; il ne s'agit nullement de définir des droits égaux pour tous mais de saucissonner les travailleurs immigrés en tranches socio-économiques adaptées au banquet national.

En pratique, l'opération régularisation déboucha sur les, désormais, fameuses grèves de Talbot-Citroën, donnant à toute la classe politique officielle l'occasion d'hurler au terrorisme et à la manipulation intégriste. Comment s'étonner alors de la vague de crimes racistes qui s'en est suivie ?

Ce qu'il importe de constater, c'est qu'une politique déterminée (il ne saurait être question d'inconséquence à ce niveau-là à moins de prendre les Mitterrand, Mauroy, etc. pour des niais ou des imbéciles), conduit, dans des circonstances données, à libérer certains "réflexes" pour tenter de maîtriser un processus qui tend à dérapier; l'hystérie du discours engendre le crime en pratique.

A leur tour ces réactions chau-

vines et réactionnaires conditionnent l'évolution politique; tout ceci étant évidemment relié à la situation économique générale qui augmente inéluctablement les contradictions sociales et dévoile les projets politiques des uns et des autres. Il est donc tout à fait faux de ne voir seulement dans la politique actuelle que des promesses non tenues, contradictoires avec les idées d'une gauche qui ne saurait pas choisir, serait hésitante, etc. et ferait, en dernière analyse, involontairement le jeu de la droite. Dire ou présenter les choses de cette manière, c'est avoir la mémoire courte et ignorer les années 70, ou croire naïvement que la politique de gauche s'élabore sur la base des opinions des militants des partis de gauche. A-t-on jamais vu une guerre être menée par la discussion démocratique des simples trouffions?

La situation politique actuelle ne tombe donc pas du ciel, ni n'est le fruit du hasard ou de la folie; elle est le résultat d'une politique anti-ouvrière consciente combinée à des facteurs historiques (guerres anti-coloniales) et aux exigences des différentes couches bourgeoises, semi-bourgeoises, moyennes, etc. y compris l'aristocratie ouvrière qui aspirent à la sécurité et à la stabilité relative des années 60 même si cela doit se faire en précipitant encore plus le prolétariat des métropoles, le prolétariat et les masses sans réserve des pays dominés dans la misère. Il sera toujours possible de pleurer hypocritement ensuite sur les Ethiopiens qui meurent de faim.

(suite page 14)



NON AUX ATTENTATS RACISTES ! POUR UNE AUTO-DEFENSE OUVRIÈRE DANS LES QUARTIERS!

NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION ! RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS !
CARTE DE SÉJOUR ET DE TRAVAIL !

ÉGALITÉ REELLE DES DROITS SOCIAUX ET POLITIQUES, ASSEZ DE PROMESSES DÉMAGOGIQUES !

ASSEZ LE CHAUVINISME ET L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE QUI FAIT LE LIT DU RACISME !



La marche de 83 est née en réaction à la vague de crimes racistes et anti-jeunes de l'été 83.

Contrairement aux luttes ou vrières qui ont plus ou moins bien réussies à se dégager de l'influence paralysante de l'opportuniste syndical, surtout dans la lutte des forces avec la création d'un comité de coordination des foyers en lutte, et après des années de lutte et d'expériences le mouvement anti-raciste de 83 est né à l'image des premières grèves de la famille au début des années 70, encadré et cerné par des forces sociales et politiques liées à l'Eglise et à la gauche, comme la Cimade et les syndicats (CFDT et CFTJ, les organisations du type Cimade jouant le rôle de passerelle entre les travailleurs immigrés isolés et souvent marginalisés et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier français (1)).

Un an après, Convergence 84 rédige l'initiative de 83 sans en avoir tiré un bilan ou plutôt en en reproduisant les aspects les plus faibles et donc aussi les plus dangereux pour le renforcement d'un anti-racisme véritable.

En effet, malgré les désaccords exprimés tout au long du parcours entre les organisations "traditionnelles", professionnelles de l'anti-racisme, et la coordination nationale de Convergence, distincte du collectif parisien de soutien qui regroupait les premières (2). La simple lecture de la presse de Convergence, et à plus forte raison le contact avec les auteurs, montre un désorientation certaine et une absence de proposition concrète pour ce qui concerne le futur immédiat et montre du même coup l'absence d'alternative.

Bien que Convergence affirme ne pas vouloir mobiliser pour revendiquer, elle ne pas vouloir mobiliser pour revendiquer, elle se surimpose à vouloir multiplier la plus abstraite possible la prétention des organisations anti-racistes à vouloir représenter le mouvement et à l'organiser selon ses propres objectifs. Loin de renforcer la lutte elle introduit l'idée que toute organisation est par nature un obstacle à la lutte. Si certaines organisations sont des obstacles à la lutte, ce sur quoi nous pouvons être en accord, il faudrait en expliquer les causes. Ce qui ressort des critiques multiples développées sur les thèmes de l'organisation et du mouvement revendicatif.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

CONVERGER VERS QUOI ? COMMENT ? ET POURQUOI FAIRE ?

Convergence 84 est née en réaction à la vague de crimes racistes et anti-jeunes de l'été 83.

Contrairement aux luttes ou vrières qui ont plus ou moins bien réussies à se dégager de l'influence paralysante de l'opportuniste syndical, surtout dans la lutte des forces avec la création d'un comité de coordination des foyers en lutte, et après des années de lutte et d'expériences le mouvement anti-raciste de 83 est né à l'image des premières grèves de la famille au début des années 70, encadré et cerné par des forces sociales et politiques liées à l'Eglise et à la gauche, comme la Cimade et les syndicats (CFDT et CFTJ, les organisations du type Cimade jouant le rôle de passerelle entre les travailleurs immigrés isolés et souvent marginalisés et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier français (1)).

Un an après, Convergence 84 rédige l'initiative de 83 sans en avoir tiré un bilan ou plutôt en en reproduisant les aspects les plus faibles et donc aussi les plus dangereux pour le renforcement d'un anti-racisme véritable.

En effet, malgré les désaccords exprimés tout au long du parcours entre les organisations "traditionnelles", professionnelles de l'anti-racisme, et la coordination nationale de Convergence, distincte du collectif parisien de soutien qui regroupait les premières (2). La simple lecture de la presse de Convergence, et à plus forte raison le contact avec les auteurs, montre un désorientation certaine et une absence de proposition concrète pour ce qui concerne le futur immédiat et montre du même coup l'absence d'alternative.

Bien que Convergence affirme ne pas vouloir mobiliser pour revendiquer, elle ne pas vouloir mobiliser pour revendiquer, elle se surimpose à vouloir multiplier la plus abstraite possible la prétention des organisations anti-racistes à vouloir représenter le mouvement et à l'organiser selon ses propres objectifs. Loin de renforcer la lutte elle introduit l'idée que toute organisation est par nature un obstacle à la lutte. Si certaines organisations sont des obstacles à la lutte, ce sur quoi nous pouvons être en accord, il faudrait en expliquer les causes. Ce qui ressort des critiques multiples développées sur les thèmes de l'organisation et du mouvement revendicatif.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

Convergence affirme que Convergence affirme la lutte, la fraternité et la liberté.

Bien ou mal, la réalité de la lutte de classes veut qu'un certain développement historique produit certains organisations. Le regretter est une perte de temps; en déduire que par nature toute organisation est un obstacle à la lutte est une catastrophe. Le résultat de cette déduction est de renvoyer ces organisations serviles existantes en leur direction, vers elles les énergies et les emplacements ainsi de s'organiser indépendamment sur une base et pour des méthodes et des objectifs qui lui soient propres. De fait, Convergence en est réduite à jouer le rôle de la mouche du coche ou de la bonne conscience universelle par rapport à des organisations anti-racistes traditionnelles dont elle critique l'insuffisance, l'apathe, l'hésitation, etc. En critiquant d'autre part la récupération gauchiste, minoritaire, le repli sur soi (veut-on parler des Assises de Lyon qui avaient "expulsé" le soutien "français" ?) et ne proposer aucune autre alternative, elle aboutit à empêcher qu'une indépendance de lutte se manifeste en s'organisant pratiquement pour tenter de regrouper ceux qui doutent de l'efficacité du dialogue entre associations et pouvoirs publics et lui préfèrent la lutte ouverte et directe contre tous ceux qui d'une manière ou d'une autre sont les larbins actifs ou passifs d'une politique anti-ouvrière et anti-immigrée.

Ce choix, joué par les uns parce qu'ils n'ont pas à craindre de s'effrayer, et craint par les autres, comme Delorme de la Cimade par exemple, parce que la violence risque de déboucher sur des révoltes dans les quartiers au lieu d'être canalisée dans les canaux inoffensifs de l'animation socio-culturelle et de gestion de la misère, conduit à une impasse et ne peut que contribuer à plus long terme à une démoralisation et à une démobilité. N'est-ce pas le sentiment exprimé par d'ex-marcheurs de 83 et qui rejette probablement l'état d'esprit de nombreux jeunes prolétaires après que le rassemblement de décembre 83 se soit dilué dans un enthousiasme sans perspective ?

La marche de 83 et Convergence 84 ont vu la mobilisation des jeunes gens de la deuxième génération; il s'agit d'une autre fraction du prolétariat que celle des luttes des sans-papiers, de l'automobile, etc. néanmoins ces luttes qui amènent des couches différentes sur le terrain de la lutte entre les classes peuvent et doivent continuer pour s'opposer de plus en plus radicalement à tout contrôle de l'immigration. Les communistes révolutionnaires doivent organiser l'action dans cette perspective en s'appuyant sur tous les éléments d'avant-garde qui se dégagent et se dégagent des différentes luttes menées sur les différents fronts de classe. Cela signifie pratiquement:

1) Participation active aux différentes luttes qui se mènent sur des terrains d'intervention tels que le logement, l'emploi, le chômage, etc.

La classe ouvrière est internationale

" Tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie crée une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps".

Marx et Engels, L'idéologie allemande

(suite page 15)

l'usine, l'obtention de papiers pour les clandestins, la lutte contre les violences racistes, les luttes menées par les familles victimes du racisme, etc.

2) Défense d'une lutte prolétarienne indépendante dans les faits et pas seulement en paroles. Il ne suffit pas, en effet, de dénoncer les faux-amis pour satisfaire à cette exigence; pour que cette dénonciation ait une valeur pour les masses en lutte, et non pas seulement pour les communistes révolutionnaires elle doit se réaliser dans l'action en cours et sur la base de la pratique des différentes forces présentes dans les luttes.

3) Unification des différentes luttes. Dans cette perspective il faut faire converger les différentes luttes et non pas les opposer les unes aux autres; par exemple: les luttes dans les usines aux luttes des jeunes dans les quartiers. La complexité des rapports de classe qui tend à dépouiller le prolétariat de toute solidarité effective pour le réduire à une masse d'individus étrangers et hostiles les uns aux autres, crée les conditions de l'éparpillement des luttes. SEULE L'ORGANISATION CONSCIENTE DES DIFFÉRENTES LUTTES EN UN MOUVEMENT GÉNÉRAL QUI SUPPOSE UNE INDÉPENDANCE DE CLASSE peut dépasser cet isolement relatif à condition que cette indépendance de classe ne nie pas les mouvements particuliers mais cherche au contraire à les insérer dans une perspective unique.

Non au contrôle de l'immigration !

Pour l'égalité des droits politiques et syndicaux entre travailleurs français et immigrés!
Pour une lutte prolétarienne indépendante de toutes les forces bourgeoises !

Non au dialogue, oui à la lutte directe !

Contre les divisions entre prolétaires, le travailleur clandestin n'est pas l'ennemi de son frère de classe !

Pour l'unité combattante entre les travailleurs quelques soient leurs nationalités, leur sexe, leur âge !

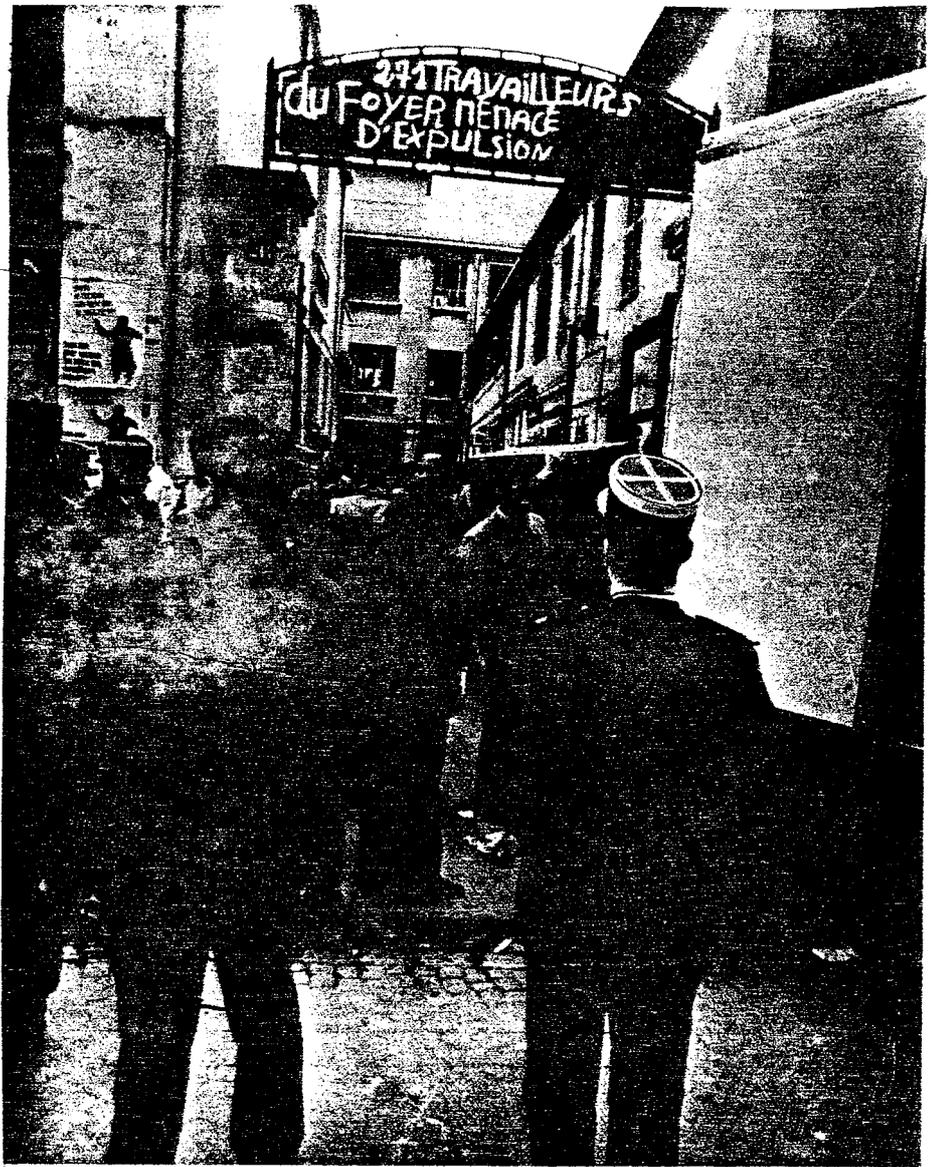
1) Cf. E ... comme Esclaves, éditions Alain Moreau; chapitre 8: grève de la faim pour la carte de travail, p. 293.

2) Se reporter à la presse de novembre et à l'article du MRAP, paru dans "Le Monde" du 5/12/84.

3) La lecture de l'article d'Etienne Babilar, membre du PCF, paru dans "Le Monde" du 1/12/84 en page 2 est instructive à cet égard. S'appuyant sur l'idée de l'égalité pour tous, défendue par Convergence, il y dit: "les rouleurs de Convergence ont ... placé très haut la barre. Ils ont pris le risque de globaliser toutes les revendications...", ce faisant ils ont dénoncé "comme intoxication et imposture le faux problème de l'immigration..." et de conclure que c'est à la gauche d'entendre le message pour agir. Dans le même temps on n'hésite pas à assimiler les revendications particulières à des mesures de protection et d'assistance. Qui récupère quoi ?

LE PROLETAIRE N° 376

JANVIER 1984



La « signification progressive » de l'immigration

"Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à ces centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc."

DEMAGOGIE DE L'ANTI-RACISME PUBLICITAIRE

Un nouveau produit idéologique est né. SOS Racisme vend des badges et une idée simple: "touche pas à mon pote", pour "submerger la France de la haine et du racisme". Nous ferons simplement remarquer que les racistes ont aussi leurs potes. Par conséquent ce slogan passe-partout n'offre aucun intérêt particulier si ce n'est d'être le support d'une campagne pour la démocratie contre les extrémismes.

Imaginé par quelques étudiants de l'université de Villeteuse (Seine St Denis), d'après "Le Monde" du 5/3/85, cette campagne pacifique de la main tendue ou protectrice veut s'inscrire dans le prolongement de la Marche de 83 et de Convergence 84. Parrainée par des écrivains et des artistes, soutenue par l'inévitable Delorme, cet anti-raciste professionnel, la campagne de SOS Racisme vise à constituer un "lobby" anti-raciste ("Libération" du 15/3/85) dont le combat ne serait pas, selon les vœux de ses organisateurs, au service d'une quelconque idéologie ou tendance politique. Formule classique maintenant du nouveau look contestataire. Parti de rien mais avec beaucoup d'ambition SOS Racisme annonce la parution d'un bulletin régulier, l'implantation de nouveaux réponders téléphoniques, la réunion de juristes pour former un "comité d'éthique" en vue de réformer la législation, et prévoit à l'automne prochain la tenue d'états généraux de la jeunesse pour une société pluri-ethnique. Pressée de se faire reconnaître comme nouveau partenaire social, l'association a tenu une conférence de presse à l'hôtel Lutetia et soutenu un meeting contre le racisme organisé par l'Union des étudiants juifs de France le 19 et le 21 février à Paris auxquels étaient conviés dans l'un et l'autre cas des personnalités de tous bords. **A ne vouloir servir aucune idéologie ou tendance politique, on finit par se mettre au service de toutes les idéologies et tendances politiques officielles.** La Marche de 83 avait vu la mobilisation de milliers de jeunes des cités pour protester contre la violence raciste qui avait fait de nombreuses victimes au cours de l'été 83, parmi lesquelles de très jeunes enfants. La manifestation en fin de marche qui rassembla cent mille personnes était susceptible de catalyser des énergies plus ou moins dispersées grâce aux contacts directs des groupes et individus qui ont participé à cette initiative. La perspective d'un regroupement national capable de rassembler et d'organiser une lutte anti-raciste en la dégagant de l'ornière du mouvement d'opinion où veulent la maintenir les adeptes de l'anti-racisme démocratique, style MRAP ou CIMAIDE, était et reste possible à condition d'intervenir activement dans le sens d'une **coordination militante aux objectifs bien définis.** Différents regroupements locaux ou régionaux ont effectivement eu lieu. De la manifestation de soutien aux ouvriers de chez Talbot aux Assises de Lyon en passant par Convergence 84, diverses tentatives aux formes et objectifs divers expriment une volonté de poursuivre la lutte. Dans un précédent article ("Le Proletaire" n° 380) nous avons donné notre point de vue sur Convergence 84 en soulignant les limites et les faiblesses, bien qu'au niveau du discours les convergents se démarquaient des organisations anti-racistes traditionnelles et critiquaient leur apathie.

Si la Marche de 83 et Convergence 84 se soldent donc pour l'instant par des mobilisations sans lendemain cela est dû en grande partie à un manque de perspective capable de relier l'activité de différents groupes entre eux sur des objectifs de lutte déterminés. La revendication de l'égalité pour tous et de l'appel à agir est tout à fait insuffisant pour une activité anti-raciste un tant soit peu coordonnée et continue.

L'apparition de SOS Racisme concrétise une tendance présente dès la Marche de 83 dont l'objectif principal est de créer un mouvement d'opinion et de soutien à l'action du gouvernement de gauche dans le domaine de l'immigration. En effet, la formule de 83 a donné suite à un mouvement contradictoire, comme on l'a vu précédemment, qui n'apportait pas le résultat souhaité et risquait par ses turbulences de bouleverser les buts poursuivis initialement par des organisations du type CIMAIDE. La création de SOS Racisme vise en fait à monopoliser le terrain de l'anti-racisme pour empêcher toute action indépendante par rapport à l'orientation dominante et restituer aux professionnels du management social la place qui leur avait été plus ou moins contestée dans ce domaine. Un des reproches adressés aux convergents par les organisations traditionnelles de l'anti-racisme n'était-il pas qu'ils ne représentaient pas les jeunes des quartiers parce que, EUX, ils avaient réussi à s'en sortir? D'autre part, il semble que le mouvement de récupération par l'appât de postes dans le secteur socio-culturel, proposition faite en fin de marche en 83, n'ait pas réussi à briser toutes les volontés et à les enfermer dans le piège de la contestation institutionnalisée de l'animation. La hantise de la récupération gauchiste s'inscrit dans ce phénomène de sponsoring de la lutte. Le processus s'apparente à celui de 83. Quelques étudiants se transforment en mouvement puis se structurent en association; par la magie du verbe, celle des médias, SOS Racisme devient la JEUNESSE tout court, symbole de la lutte contre le racisme. SOS Minguettes détrôné par le nouveau groupe perd sa première place au hit-parade et Delorme son inspirateur soutient en compagnie de quelques personnalités le nouveau tube de l'année 85, "Touche pas à mon pote".

Survient le crime raciste de Menton; tout ce beau monde descend dans la rue et fait sonner le tocsin. Entre les manifestations fraternelles qui coïncident justement avec les campagnes anti-Le Pen et les cours d'instruction civique proposés par SOS Racisme, on glisse lentement vers la lutte pour la démocratie contre le fascisme. Mais en quoi "l'union sacrée" de tous les français peut-elle empêcher les crimes racistes de se perpétuer, on ne nous l'explique pas? Mobilisation des consciences, Solidarité, Fraternité, Amitié, autant de mots qui masquent l'inaction et l'impuissance; autant de discours pompeux qui paralysent la lutte et la mobilisation sur des questions bien concrètes comme les quotas, l'immigration familiale, les expulsions. Enfin pour combattre les meurtres racistes il faut bien autre chose que les discours sur les droits de l'homme et la "protection" de l'Etat. Seule l'auto-défense ouvrière, sous des formes adaptées à la lutte peut s'opposer aux menées fascistes de l'extrême-

droite et de ses complices. Est-ce à dire que les crimes racistes cesseront dans ce cas? Non. Mais la différence fondamentale qui existe avec les mobilisations pacifistes c'est que l'auto-défense est nécessairement le produit de l'organisation et de la mobilisation combative capable d'infliger à l'ennemi des pertes égales à celles produites par son action criminelle. Si cette méthode ne rend pas la vie aux victimes du racisme dont la liste s'allongera dans tous les cas comme le montre l'évolution de la situation depuis la marche de 83 sans parler des années précédentes, elle apprend aux victimes potentielles et à ceux qui veulent réellement combattre le racisme à riposter, à s'organiser, à augmenter leur force, à inspirer de la crainte à l'ennemi et à montrer le besoin de la lutte et de la solidarité, toutes choses que le paternalisme des professionnels de l'anti-racisme est incapable de donner à des éléments combattifs. Par ailleurs nous ne rejetons pas une manifestation pacifique pourvu qu'elle soit articulée avec une lutte réelle en cours et à des fins de propagande et de mobilisation. Les manifestations du 26 mars ne correspondent pas à une lutte réelle mais sont utilisées à des fins électorales et s'insèrent dans l'opposition droite/gauche d'un jeu politique où



les intérêts des prolétaires sont utilisés dans un sens contraire à une lutte réelle. Aziz Madak n'est qu'un pion pour la gauche officielle et la gerbe de Georgina Dufoix sur sa dépouille, une farce sinistre. De plus les manifestations du 26 mars sont non seulement pacifiques mais surtout pacifistes. C'est là leur caractère essentiel. Leur but fondamental est de forger les chaînes de la soumission à l'Etat et de paralyser toute action indépendante du cadre officiel qui tendrait à défendre les intérêts des prolétaires opprimés et exploités sans souci de la paix sociale et de l'harmonie entre les classes; car il est clair que toute riposte un peu énergique fait éclater l'unanimité de façade et l'hypocrisie de tous les faux amis de l'anti-racisme démocratique avec leur mentalité d'esclave fier de l'être et qui prêchent la non-violence par principe pour ceux qui en sont les premières victimes, reconnaissent la violence légitime de l'Etat démocratique et se révèlent incapables de s'opposer à celle des racistes.

Pour "annoncer une idée bête qui "peut devenir dangereuse" il convient, paraît-il, de "porter cet insigne (touche pas...) "non violent et fraternel en permanence" étant donné que c'est "sans doute plus commettant et courageux que de crier : le "racisme ne passera pas, dans une manifestation comme autrefois et c'est surtout "plus efficace" (dixit les jeunes de St Denis d'après "Le Monde" du 5/3/85). Si la bêtise peut devenir dangereuse il y a tout lieu de se méfier d'abord de ceux qui peuvent sortir de pareilles aneries. Indépendamment du fait, qui reste à expliquer, que flâner tranquillement avec un badge au revers de la veste est plus courageux que d'affronter les CRS casqués et bottés "comme autrefois", ce discours est révélateur du rejet de la lutte collective au profit d'une démarche individuelle et individualiste. L'expérience, et elle ne date pas d'aujourd'hui, montre que c'est le besoin matériel qui pousse les prolétaires opprimés et exploités à la résistance et à la lutte, et engendre du même coup la nécessité de l'organisation collective pour dépasser l'isolement et la faiblesse des individus. Les "jeunes" de SOS Racisme, encouragés et encadrés par des vieux renards de la politique, font découler la lutte de la prise de conscience individuelle qui se compromet pour lutter contre le racisme. Si dans cette conception, la manifestation où on crie : le racisme ne passera pas, est jugée arriérée et inefficace, songez nous paraît encore plus lointaine parce qu'elle nous renvoie au matérialisme français du XVIII^e siècle qui affirmait que c'est "l'opinion qui gouverne le monde". D'où il découlait pour les philosophes des Lumières la nécessité d'amender le régime politique pour modifier les mœurs et réciproquement; un "comité d'éthique sociale" avant l'heure, dont le rôle aujourd'hui n'est plus dévolu au "bon prince" mais plus prosaïquement à des juristes. Fulgurant progrès du modernisme universitaire ! Courage inouï de la bonne conscience qui se compromet ! Excusez du peu !



SOS-Racisme, filière de la gauche, pointe dans son action l'extrême-droite, mais garde le silence sur le racisme d'Etat. La répression sur les prolétaires de couleur s'exerce en toute légalité. La bourgeoisie lui en donne largement les moyens. P. Joxe vient d'annoncer une augmentation de 25% du budget de la police de l'air et des frontières, car pour la gauche finalement le meilleur moyen de lutte contre le racisme est de ne pas laisser entre les im-

Une "idée bête qui peut devenir "dangereuse" ? Nous laisserons aux savants jeunes docteurs de l'université de Villeta-neuse et à leurs soutiens célèbres le soin d'expliquer aux dizaines de victimes du racisme et à leurs familles que le racisme "peut" devenir dangereux. Nous estimons pour notre part, avec notre sectarisme habituel, qu'il est déjà un danger permanent et que les travailleurs immigrés et leurs familles n'ont nul besoin de porter un badge ridicule pour être la cible des racistes.

Le racisme n'est pas une "idée bête" comme le clame SOS Racisme, "pour classes peu évoluées" selon C. Labbé (RPR), il est un fait matériel et donc un produit historique et politique qui s'appuie sur des conditions économiques et sociales bien précises. La notion de race est secondaire, même si l'apparence tend à démontrer le contraire. Si le racisme peut être une plante de toutes les époques et de tous les pays, il faut prendre garde à ne pas se laisser aveugler par des comparaisons superficielles et abstraites. Il n'est pas possible de tracer un trait d'union artificiel entre la traite des noirs, la chasse aux juifs, la haine anti-immigrée ou le terrorisme sioniste contre les palestiniens en les regroupant sous le même terme, le racisme. Au lieu d'expliquer, dans ce cas, les causes réelles de ces mouvements historiques on se borne à constater l'apparence des choses en créant du même coup une explication illusoire et inopérante. L'anti-racisme démocratique qui veut conjurer les luttes des classes et rêve d'une unité factice entre les hommes de bonne volonté ne peut qu'adopter ce point de vue et confier à l'éducation, à la loi, à la tolérance et à la compréhension mutuelle, le soin de régler les rapports sociaux. Il n'est par conséquent pas étonnant de voir converger les forces démocratiques et religieuses sur ce terrain dans la mesure où elles partagent la même illusion fondamentale : la foi en l'homme, en l'individu, au citoyen, en faisant abstraction des rapports sociaux qui les déterminent.

Pour combattre le racisme d'une manière non illusoire il faut au contraire connaître ses origines et les lois qui déterminent son évolution.

En France, le racisme s'affiche plus facilement sous sa forme anti-arabe. Il n'est qu'à lire les slogans racistes, écouter le Front National ou faire le bilan des victimes du racisme pour s'en rendre compte. Ceci n'élimine pas le rejet des autres communautés immigrées qui existe aussi sous des formes variables. Rappelons-nous l'assassinat récent des travailleurs turcs, les meurtres touchant les travailleurs noirs ou l'ostracisme vis-à-vis des portugais, italiens, espagnols, etc.

Les slogans "la France aux français" et "les français d'abord" illustrent parfaitement le lien qui existe entre le nationalisme et le racisme qui en constitue un sous-produit bestial. Ce lien historique n'est pas le fait du hasard. Les thèses modernes du racisme naissent dans le mouvement même qui voit l'Europe occidentale achever son cycle de révolutions nationales et développer une politique coloniale accélérée avec le partage du monde qui s'achève à la fin du XIX^e siècle. Les activistes des droites nationales du XX^e siècle n'auront qu'à reprendre les "travaux" du français Gobineau et développer des théories fumeuses à partir du travail scientifique de l'anglais Darwin sur "l'Origine des espèces". Mais la constitution d'un "impérialisme blanc", aboutissement naturel du développement capitaliste en Europe, sur le dos des "peuples de couleur", nous fournit la clé de l'évolution actuelle du racisme en France et de sa représentation politique, le Front National.

Les grandes crises des deux guerres mondiales ont consacré, par l'ampleur et la violence des contradictions sociales et étatiques, la fin du caractère progressiste du capitalisme en Europe du point de vue du développement des forces productives. Les résultats des rivalités internes entre impérialismes européens se traduiront par la montée des impérialismes américain et russe et des luttes de libération nationale dans le tiers-monde.

La perte de l'empire colonial, sous les coups des luttes indochinoises et algériennes, ne manquera pas de modeler le nationalisme français. Au chauvinisme anti-allemand de la période 1871-1945, succédera un nationalisme coloré de colonialisme raciste notamment par rapport à la guerre d'Algérie, ce joyau de l'impérialisme français.

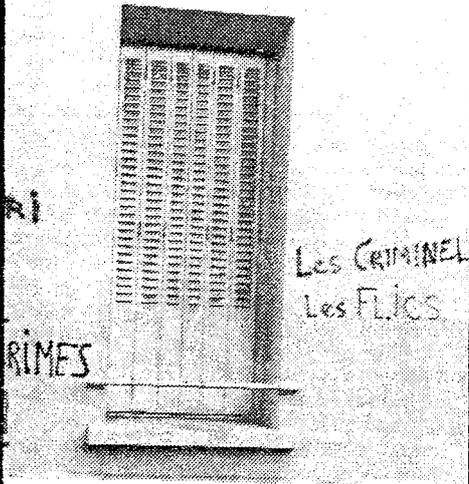
Ces crises majeures que constituent les guerres impérialistes et colonialistes entraînent à leur tour des transformations sociales et économiques à l'intérieur, suscitant des réactions contradictoires parmi les différentes couches et classes sociales qui composent la nation française. Le racisme anti-arabe en est justement un produit idéologique qui s'élargit pour toucher aujourd'hui de façon variable l'ensemble des travailleurs immigrés. Comme on le voit, le nationalisme, expression idéologique de la défense des intérêts de l'impérialisme français, est une constante qui évolue d'une part en fonction de son rôle et de sa situation dans les rapports de force internationaux et la division du travail qui en résulte, et d'autre part en fonction des réactions contradictoires internes que provoquent l'évolution de la situation économique et de l'application d'une politique qui va de pair avec cette dernière.

De ce point de vue le racisme est un sous-produit du nationalisme en même temps qu'un de ses composants.

Ce qui nous importe de mettre en relief, c'est le fait que le racisme est inséparable de son terreau nationaliste et impérialiste. En pratique il est le nationalisme des éléments les moins évolués de la société et celui des demi-classes parasites, les couches moyennes, qui n'ont aucun rôle déterminant dans l'évolution économique et sociale du capitalisme, dans la mesure où leur sort dépend entièrement du rôle et de la position du capitalisme français sur le marché mondial. Ce point de vue peut paraître contradictoire avec l'existence d'un "racisme ouvrier". Les médias sont particulièrement avides de démontrer par des moyens plus ou moins honnêtes que le racisme touche toutes les classes, y compris la classe ouvrière, (voir le slogan "recul du PCF, montée de l'extrême-droite); en conséquence de quoi il serait une idéologie qui échapperait à toute explication et classement rationnels. La réponse est simple pour qui veut sincèrement comprendre de quoi il retourne. Les intellectuels bourgeois, et spécialement les "marxistes" défrôqués à la Bernard Henri-Lévy, restent prisonniers du concept de péché originel, obsédés qu'ils sont par l'individu, l'homme ou le citoyen. Et de chercher fébrilement la marque infamante du racisme sur tout ce qui bouge. Or l'idéologie raciste comme toutes les idéologies est un élément dynamique qui "se fout", en quelque sorte, des classements statiques de la sociologie. Au contraire, son rôle de mystification n'a de sens que si il réussit à concilier des individus aux intérêts opposés en donnant l'illusion d'un intérêt général commun. Il n'en reste pas moins que toute idéologie est l'expression d'un intérêt particulier de classe. Cette contradiction est insoluble seulement pour ceux qui confondent allègrement individuellement

(suite page 10)

et société. L'adhésion d'une couche ouvrière au racisme ne démontre rien d'autre que les intérêts d'une classe ne coïncident pas mécaniquement avec les individus qui en font partie. De cette vérité somme toute banale SOS Racisme tire la question : "qui



est raciste et qui ne l'est pas ?". Être ou ne pas être raciste là n'est pas la question. "Quels intérêts sert le racisme?", cette question là les anti-racistes patentés se gardent bien de la poser.

La réponse à cette question ferait ressortir l'identité des thèmes idéologiques (Liberté-Egalité-Fraternité) agités par les racistes et les anti-racistes démocrates, même si le contenu diverge dans l'un et l'autre cas, autour de la défense de la nation et de la République. Elle montrerait, de plus, la convergence contradictoire de tout ce beau monde autour des intérêts bien compris du capitalisme français confronté à la crise économique. Le racisme tue pour faire valoir son point de vue mais le gouvernement de gauche qui agite le spectre de l'extrême-droite et dénonce la droite, républicaine par intérêt et par souci de ses privilèges, organise le contrôle de l'immigration, légalise les centres de détention comme la prison d'Arcenc et en construit d'autres, soumet les foyers de travailleurs à la pression policière et se vante même de faire mieux que la droite pour les expulsions; enfin, c'est Fabius en personne qui reconnaît que Le Pen pose les vraies questions. On comprend dans ces conditions que la gauche au pouvoir ait besoin d'un sérieux coup de pouce pour masquer sa véritable nature de défenseur des intérêts du capitalisme au même titre que toutes les autres forces politiques de l'arc-en-ciel parlementaire auquel participera bientôt, le Front National.

Les moyens mis en oeuvre sont à la hauteur des prétentions idéologiques. Finies les rencontres avec les jeunes des quartiers, la longue marche hivernale de clocher en clocher, la mobilisation, les meetings et les débats. Aujourd'hui le modernisme c'est "l'American way of life"; on est "in" ou on ne l'est pas. On fait dans le vedettariat, on fréquente les salons parisiens, on dialogue avec les personnalités, on installe des répondeurs téléphoniques, bref, on veut bâtir un puissant "lobby" anti-raciste.

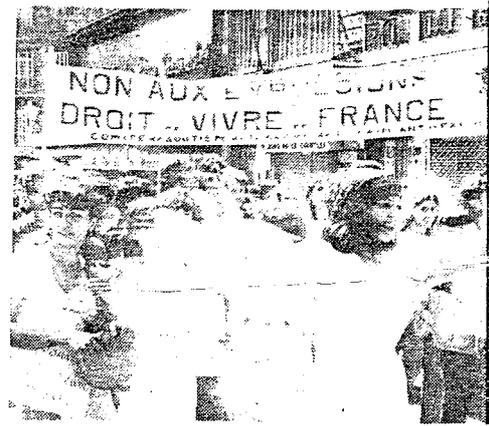
Nous ne jouerons pas les puristes, scandalisés par le "one man show" de SOS Racisme mais nous voudrions mettre en relief les illusions mortelles et les erreurs pratiques que ce mouvement est en train de semer en propageant une mascarade démocratique qui va de pair avec la bouffonnerie anti-fasciste du PS. Toutes deux sont nuisibles pour l'avenir dans la mesure où elles peuvent capter des énergies saines pour les détourner de la lutte réelle.

(suite en haut)

L'ANTI-RACISME DE SOS RACISME EST UN POISON IDEOLOGIQUE QUI PARALYSE LA LUTTE REELLE DES PROLETAIRES ET DONC DES TRAVAILLEURS IMMIGRES.

"Si chaque génération se pose la question de savoir comment combattre le racisme, chaque génération invente à son tour une réponse. Celle de la jeunesse qui monte et écarte ses aînés - les désespérés de la révolution, les déçus des idéologies, les poseurs de bombes - est éthique. Elle ne s'adresse pas à la peur des autres, elle ne s'adresse pas non plus uniquement à sa raison. Elle s'adresse à sa conscience ... " Voilà ce que nous dit, Marek Halter, écrivain et apôtre de l'anti-racisme ("Le Monde", "Libres opinions", fin mars 85), une des personnalités qui soutient SOS Racisme. Reconnaissons-lui le mérite de la clarté; il explique mieux que quiconque toute la philosophie idéaliste qui anime SOS Racisme.

Nous avons vu que le racisme n'est que l'expression idéologique de couches et demi-classes attachées à la défense des intérêts de l'impérialisme français et qui n'ont d'autre avenir que de le soutenir ou de périr avec lui. Comment lutter contre



fait ressortir peu à peu la validité.

La solidarité dont ont besoin les travailleurs immigrés et leurs familles n'a rien à voir avec les pétitions de principes qui déclarent être contre le racisme et pour la Liberté, etc. N'importe qui peut devenir anti-raciste de cette manière - obtenir son brevet de SOS Racisme.

La solidarité dont ont besoin les travailleurs immigrés et leurs familles est une solidarité de classe qui s'exprime par la lutte au coude à coude et au jour le jour sur des questions concrètes telles que la lutte contre les quotas, contre les lois restrictives sur l'immigration familiale, contre les centres de détention, contre les conditions de logement dans les foyers, contre l'escroquerie du FAS (Fonds d'action sociale), etc. Sur ce terrain-là, nombreux sont les moulins à paroles et minoritaires les combattants qui luttent sans arrière-pensée.

Sur ce terrain-là, seule une lutte sans concession avec tout ce qui divise peut construire une unité vivante et renforcer la confiance des prolétaires en leur propre capacité de lutte.

SOS Racisme au contraire, par son idéalisme impuissant qui s'enfonce dans le terrain marécageux du mouvement d'opinion où se construisent les unités fictives qui préparent les futures divisions ne peut que contribuer à paralyser toute action indépendante de l'Etat et des forces politiques qui le soutiennent justement contre les revendications des prolétaires de toute nationalité. Les objecteurs de conscience contre toutes les idéologies s'aplatissent devant le nationalisme et par conséquent accepte la répression anti-ouvrière qui touche les travailleurs immigrés même s'ils en dénoncent les aspects les plus féroces et encore d'une manière qui ne s'élève même pas à la hauteur de leurs aînés, ceux dont parlent Marek Halter, c'est-à-dire l'extrême-gauche soixante-huitarde qui provient d'ailleurs les Bernard Henri-Lévy et autres bouffons de la littérature torche-cul.

Pour notre part nous appelons tous les prolétaires, quelque soit leur nationalité, et tous les éléments combattifs à lutter contre tout contrôle de l'immigration et à refuser le piège de la défense de l'ordre établi qui se drapait dans les plis de l'anti-racisme démocratique.

**NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION.
LIBERTE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS
DE CIRCULER LIBREMENT A TRAVERS
LES FRONTIERES.
LA SOLIDARITE DE CLASSE NE S'ACHETE
PAS AVEC LA MONNAIE DE SINGE DU
PACIFISME.
ANTI-RACISME DEMOCRATIQUE HORS
DES QUARTIERS OUVRIERS.**



ces intérêts bien matériels ? Facile, il suffit de prêcher la bonne parole et d'illuminer les consciences. En effet, il suffisait d'y penser, et il est clair que ces gens-là pensent beaucoup trop qu'ils en oublient la vie elle-même. Opinion contre opinion. "Touche pas à mon pote" remplace "le racisme ne passera pas", ah ! mais c'est que c'est plus compromettant et plus courageux. Peut-être, mais nous nous n'y voyons aucune différence de nature. Il s'agit d'afficher son anti-racisme, de se mettre en règle avec sa bonne conscience, un point c'est tout.

Cette attitude ne peut pas ne pas avoir de conséquences pratiques. Nous autres, matérialistes vulgaires que nous sommes, croyons utile de rappeler qu'une solidarité effective ne se construit jamais sur du vent. Les plus belles idées du monde et les plus touchantes déclarations de principe ne valent rien si elles ne s'appuient pas sur des actes et une lutte concrète qui en